

L'ÉVOLUTION DU CRIME À MARSEILLE

1840–2026

Des Nervis aux Narcotrafiquants



L'évolution du crime à Marseille

1840-2026 Des Nervis aux Narcotrafiquants

Gérard LLORCA

Introduction

La violence juvénile en bandes n'est pas un phénomène récent en France. Elle accompagne, depuis plus d'un siècle, les transformations urbaines, les crises économiques et les mutations des marchés illicites. Dès la fin du XIX^e siècle, les [Apaches](#) de la Belle Époque terrorisaient les quartiers populaires de Paris avec une violence gratuite et théâtrale, tandis qu'à Marseille, ville portuaire aux influences multiples, les [Nervis](#) imposaient leur loi dans les bas-fonds du Vieux-Port, mêlant proxénétisme, rixes au couteau et premiers embryons d'organisation criminelle. Ces deux archétypes – le jeune voyou autonome et bagarreur d'un côté, le nervi à la fois indépendant et futur homme de main de l'autre – ont posé les fondations d'une récurrence historique : la formation de bandes de jeunes issus de la précarité, qui utilisent la violence collective pour survivre, s'affirmer ou s'enrichir.

Au fil du XX^e siècle, cette dynamique a profondément évolué. Les blousons noirs des années 1950-1960, les loubards des années 1970, puis les bandes des cités à partir des années 1990 ont progressivement troqué la violence de rue « artisanale » contre une délinquance de plus en plus structurée, lucrative et létale. Le tournant décisif s'opère avec l'essor du narcotrafic à grande échelle : ce qui était une affaire de territoire et de prestige devient un véritable business, avec des filières internationales, des armes automatiques et des profits colossaux. Marseille, ville-port ouverte sur le monde, devient le laboratoire de cette mutation. Du grand banditisme corso-marseillais de la French Connection aux clans des quartiers nord contemporains, la cité phocéenne illustre mieux que toute autre la transition d'un Milieu traditionnel vers un narcocrime « hybride », ultra-violent et décomplexé.

Depuis les années 2010, un nouveau seuil a été franchi : l'apparition des « baby mafia » ou « baby killers », ces bandes composées de très jeunes – parfois dès 12-14 ans – recrutés pour commettre des assassinats, des extorsions ou tenir des points de deal. Le phénomène, d'abord observé à Naples avec les baby gangs de la Camorra, s'est pleinement incarné à Marseille avec l'émergence de structures comme la DZ Mafia, le clan Yoda ou les « Blacks » d'origine comorienne. Ces groupes ne respectent plus les codes d'honneur du vieux Milieu : ils recrutent via Snapchat, diffusent leurs exécutions sur les réseaux sociaux, et pratiquent une violence ostentatoire, souvent indiscriminée, qui évoque davantage les cartels mexicains ou la Mocro Mafia que les parrains corses d'antan.

Cette évolution n'est pas seulement criminelle ; elle est profondément sociale. Elle traduit l'effondrement des perspectives pour une partie de la jeunesse des quartiers populaires : chômage endémique, échec scolaire, absence de mobilité sociale, stigmatisation. Elle traduit aussi l'internationalisation du crime : la cocaïne sud-américaine arrive via Anvers ou Rotterdam grâce à la Mocro Mafia et à la 'Ndrangheta calabraise, le cannabis marocain transite par des filières bien rodées, et les méthodes de gestion (franchise, ubérisation du crime, recrutement digital) s'inspirent des modèles les plus modernes du narcocapitalisme.

Cet article propose de retracer ce long cheminement, des Apaches et des nervis jusqu'aux guerres fratricides de 2023-2025 entre DZ Mafia, Yoda et les Blacks. Il examinera les grandes étapes historiques, les influences mafieuses étrangères (italiennes, néerlandomarocaines), les mécanismes de recrutement des mineurs, et l'état du narcobanditisme marseillais en février 2026. Au-delà du récit factuel, il interrogera les causes profondes de cette « mexicanisation » du crime organisé en France et les réponses – policières, judiciaires, mais aussi sociales – qu'elle appelle.

Les Racines Historiques : Les Nervis et les Apaches

Dès les années 1840, se sont développées à Marseille des bandes de voyous qui préfigurent, à bien des égards, les célèbres Apaches parisiens de la Belle Époque : on les appelle les nervis. Le mot, d'origine provençale (ou occitane), désigne à l'origine un « mauvais garçon », un voyou de bas étage. Une étymologie populaire le relie au nerf de bœuf, ce fouet en cuir tressé (issu d'un tendon de bœuf) que ces jeunes portaient souvent à la ceinture pour intimider ou frapper les passants et leur soutirer leur argent.

Les nervis sévissent surtout dans les vieux quartiers du centre : le Panier, Saint-Jean, la Joliette, autour du Vieux-Port et du Quartier Réservé (zone de prostitution réglementée). Âgés de 16 à 25 ans, souvent fils d'immigrés italiens ou corses, ils pratiquent des activités violentes : vols à main armée, rixes au surin (couteau à cran d'arrêt), proxénétisme, racket des marins et des commerçants. Contrairement aux bandes plus tardives, les nervis ne forment pas toujours des organisations très hiérarchisées ; leur structure reste fluide, souvent familiale ou amicale. Cependant, certaines bandes deviennent célèbres : la Bande de Saint-Jean (ou Bande des 21, Bande des Sanjanenques) vers 1900-1908, dirigée par François Albertini dit « le Fou ». Ce Corse charismatique règne sur le Quartier Réservé par la terreur : proxénétisme impitoyable, noyades en mer pour les prostituées récalcitrantes, fusillades contre les bandes rivales. La Bande de Saint-Mauront, menée par Louis Ausset dit « Testasse », est une concurrente directe dans les bas-fonds.

Les nervis ont une double identité : d'un côté des voyous autonomes, bagarreurs de quartier, de l'autre les premiers hommes de main recrutés par des caïds plus haut placés. Cette porosité annonce la naissance du « Milieu » marseillais : un crime organisé qui s'appuie sur une base de rue violente et jeune. La Première Guerre mondiale, puis les années 1920 avec l'essor du trafic d'opium, font évoluer les nervis : beaucoup deviennent des exécutants pour les premiers grands parrains. Le mot « nervi » perdure dans le langage marseillais pour désigner tout voyou de bas étage, mais son ère autonome s'achève.

À l'aube du XXe siècle, Paris connaît à son tour l'une des premières grandes paniques morales autour de la jeunesse des rues. Les Apaches apparaissent dans les quartiers populaires de l'Est parisien – Belleville, Ménilmontant, Charonne, la rue de Lappe – entre 1898 et 1914 environ. Ces bandes, composées majoritairement de garçons de 14 à 20 ans (parfois plus jeunes), sont issues des classes laborieuses les plus précaires : enfants d'ouvriers, orphelins, apprentis en rupture, laissés à eux-mêmes dans une ville en pleine explosion démographique et industrielle.

Leur mode opératoire est simple et brutal : vols à la tire, agressions au couteau (le « surin »), règlements de comptes territoriaux, racket des petits commerçants, et parfois proxénétisme naissant. Leur signature : une violence souvent gratuite, des provocations ostentatoires, et une culture de groupe très marquée. La presse de l'époque les baptise « Apaches » en référence aux Indiens d'Amérique du Nord, popularisés par les romans-feuilletons et les spectacles de Buffalo Bill. Le nom colle parfaitement à leur image : casquettes à visière cassée, foulards rouges autour du cou, rouflaquettes longues, pantalons serrés, et une gestuelle provocante.

Les chiffres varient énormément selon les sources : la police parle de quelques milliers d'individus organisés en bandes, tandis que les journalistes sensationnalistes évoquent jusqu'à 80 000 « apaches » dans Paris et sa banlieue. La réalité est sans doute intermédiaire : des dizaines de bandes autonomes de 10 à 50 membres chacune, souvent rivales, parfois coalisées pour des opérations plus importantes.

Ce qui frappe à l'époque, c'est la jeunesse des acteurs et la panique médiatique qu'ils génèrent. Les Apaches deviennent le symbole d'une société qui craint sa propre descendance : une jeunesse déracinée, sans repères, qui rejette l'ordre bourgeois et républicain. Des faits divers sordides alimentent la légende : attaques au couteau sur des passants, rixes au bal musette, assassinats pour une insulte ou un regard. Pourtant, la plupart des Apaches ne sont pas des criminels endurcis : beaucoup finissent par se ranger, s'engager dans l'armée ou émigrer.

Le phénomène décline fortement après 1914 avec la mobilisation de la Première Guerre mondiale : beaucoup sont tués au front, d'autres sont envoyés en maison de correction ou en bataillons disciplinaires. Mais l'image reste : celle d'une bande de jeunes pauvres, violents, territoriaux et défiant l'autorité.

Apaches et nervis partagent des traits essentiels : recrutement dans les classes populaires les plus déshéritées, violence à la fois territoriale et symbolique (pour affirmer son existence), amplification médiatique qui crée une légende et attire de nouveaux adeptes, absence de véritable projet criminel structuré à long terme. Ces deux phénomènes historiques montrent que la bande de jeunes violents est un symptôme récurrent des crises urbaines et sociales. Ils préfigurent ce qui arrivera un siècle plus tard : quand la drogue remplacera le proxénétisme et le vol à la tire, les mêmes mécanismes sociaux produiront des « baby killers » bien plus létales et organisées.

L'Évolution au XXe Siècle : Des Blousons Noirs au Grand Banditisme

Après la Libération et l'ère des frères Guérini (1945-1960), le banditisme marseillais se structure autour d'un contrôle quasi-monopolistique des activités illicites : quais, cercles de jeu, boîtes de nuit et premiers flux d'opium. Les Guérini instaurent une forme de « pax mafiosa » : ils financent des campagnes électorales, corrompent une partie de la police et imposent une certaine stabilité dans le Milieu.

Dans ce contexte, la délinquance juvénile évolue sans disparaître. Les blousons noirs (années 1950-1960) apparaissent à Marseille comme ailleurs en France : jeunes en scooters, blousons de cuir, cheveux gominés, influencés par le rock'n'roll américain. Ils commettent des rixes, des vols de mobylettes, des bagarres de bal. Beaucoup sont recrutés comme petites mains par le Milieu : guetteurs, coursiers, voire souteneurs débutants. À partir des années 1960-1970, on parle de loubards : bandes plus urbaines, issues des premiers grands ensembles (La Cayolle, Les Flamands, puis les quartiers nord émergents). Ces jeunes, souvent fils d'immigrés italiens, corses ou maghrébins, commencent à fréquenter les marges du grand banditisme.

C'est l'époque de la French Connection (fin années 1950 – 1972). L'héroïne turque est transformée en laboratoires clandestins de la région, puis exportée massivement vers les États-Unis. Les parrains (Guérini puis Tany Zampa, Francis le Belge, Jacky Imbert) utilisent une main-d'œuvre jeune et bon marché pour les basses besognes. Les bandes de loubards ne forment pas encore de clans autonomes : elles restent des viviers pour le Milieu traditionnel.

Les années 1970 représentent à la fois l'apogée et le commencement de la fin du banditisme marseillais « classique ». La French Connection est alors à son zénith : l'héroïne raffinée dans des laboratoires clandestins de la région est exportée par conteneurs ou valises vers les États-Unis. Les principaux acteurs sont Tany Zampa, Francis le Belge, Jacky

le Mat et les survivants du clan Guérini. Ces parrains contrôlent non seulement le trafic, mais aussi une partie de l'économie parallèle de la ville : boîtes de nuit, cercles de jeu, racket des commerçants, et même certaines influences politiques.

Cette période est marquée par une violence interne extrême : plus de 80 homicides liés au Milieu entre 1970 et 1980. Guerres fratricides entre clans pour le contrôle des filières et des territoires. L'assassinat du juge d'instruction Pierre Michel le 21 octobre 1981 (tué en pleine rue par des tueurs à moto) devient le symbole de l'impunité passée et du tournant répressif qui s'amorce.

Parallèlement, un mouvement de fond se produit dans les quartiers populaires : les grands ensembles construits dans les années 1960-1970 deviennent les nouveaux viviers de la délinquance. Les jeunes issus de l'immigration maghrébine (deuxième génération) et parfois subsaharienne commencent à s'organiser en bandes autonomes. Ils ne veulent plus servir de « petites mains » aux parrains corses ou italiens ; ils veulent contrôler directement les points de deal naissants.

Dès la fin des années 1970 et surtout dans les années 1980, explosion du marché du cannabis (résine marocaine principalement) dans les cités. Les « tours » et les « barres » se transforment en véritables supermarchés de la drogue. Apparition des premiers « beaux voyous » : jeunes de 18 à 30 ans, souvent charismatiques, bien habillés, qui gèrent des réseaux familiaux ou de quartier. Recrutement systématique de mineurs comme guetteurs, vendeurs de rue ou coursiers. Les plus audacieux passent rapidement aux armes pour protéger un point de vente ou éliminer un rival.

Ce qui change fondamentalement par rapport aux décennies précédentes, c'est l'autonomie croissante de ces gangs, comme celui de Saint-Antoine, dirigé par Bruno Mancini, dit « [Nono le Sarde](#) ». Ils rejettent les codes d'honneur du vieux Milieu (respect des anciens, alliances tacites avec le pouvoir politique, discrétion). Ils fonctionnent selon une logique plus brutale, opportuniste et territoriale.

À la fin des années 1980, le vieux Milieu est en lambeaux : arrestations massives suite à la coopération franco-américaine anti-French Connection, meurtres ou emprisonnements des derniers grands parrains. Le trafic d'héroïne décline fortement en Europe au profit de la cocaïne et du cannabis. C'est dans ce vide de pouvoir que les bandes des cités commencent à se professionnaliser. Les années 1990 verront l'émergence de clans plus structurés, avec des filières d'importation, des laboratoires de conditionnement, et une violence qui s'intensifie progressivement.

Les Années 1990-2010 : Professionnalisation et rajeunissement du narcotrafic

À partir des années 1990, le narcotrafic devient la principale activité criminelle des quartiers nord de Marseille. Les grands ensembles se transforment en véritables zones de non-droit pour le trafic. Des clans familiaux ou de quartier émergent progressivement. Parmi les plus emblématiques, le clan des « Blacks » (frères Ahamada, d'origine comorienne), implanté notamment à la cité des Lauriers puis à Félix-Pyat. Ce groupe, déjà actif dans les années 1980, devient l'un des plus violents des années 2000 avec une trentaine de règlements de comptes entre 2008 et 2015. D'autres réseaux plus informels, souvent organisés autour de fratries ou d'amitiés de quartier, contrôlent des « fours » qui rapportent des dizaines, puis des centaines de milliers d'euros par mois.

À cette époque, le marché est dominé par la résine de cannabis (importée du Maroc via

l'Espagne) et le shit local. La cocaïne reste marginale jusqu'au milieu des années 2000. Les bandes fonctionnent encore de manière relativement artisanale : guetteurs à vélo, vendeurs à la sauvette, petites équipes armées de pistolets ou de fusils de chasse. Le recrutement des jeunes s'intensifie : dès 13-15 ans, des adolescents sont payés pour surveiller les entrées des cités, signaler les policiers ou transporter de petites quantités. Les plus prometteurs passent rapidement aux rôles plus risqués : transport, deal de plus gros volumes, puis protection armée.

Le tournant majeur se produit au milieu des années 2000 avec l'explosion de la cocaïne en Europe. Les ports d'Anvers, Rotterdam, puis secondairement Marseille deviennent des portes d'entrée majeures pour la poudre sud-américaine. Les prix chutent, la demande explose, et les marges deviennent colossales. À Marseille, cette période voit l'apparition de laboratoires de conditionnement dans les cités ou les zones pavillonnaires, une professionnalisation accrue : armes automatiques, véhicules puissants pour les « go-fast », téléphones cryptés. Une augmentation très nette de la violence létale : les règlements de comptes passent du couteau ou du pistolet au fusil d'assaut. Les victimes deviennent plus nombreuses, y compris des innocents ou des membres de la famille des rivaux.

C'est aussi à cette époque que le recrutement de mineurs devient systématique et massif. Les chefs de réseau découvrent que les adolescents de 14-17 ans présentent plusieurs avantages : ils risquent très peu devant la justice, ils sont souvent plus audacieux, moins conscients du danger, ils coûtent beaucoup moins cher que des adultes. Dès 2008-2010, on voit apparaître les premiers « baby killers » : des mineurs payés pour commettre des assassinats ciblés. Les réseaux utilisent déjà les réseaux sociaux naissants pour recruter et donner des ordres.

À la fin des années 2010, le narcotrafic marseillais est devenu une économie parallèle majeure : plusieurs dizaines de points de deal permanents dans les quartiers nord, des dizaines de millions d'euros qui circulent chaque année, une violence qui ne cesse de croître, un rajeunissement très marqué des acteurs : les chefs ont souvent moins de 35 ans, leurs exécutants moins de 20 ans. Le terrain est prêt pour l'explosion des années 2010-2020 : l'apparition de structures comme la DZ Mafia, le clan Yoda, et les guerres fratricides qui feront de Marseille l'une des villes les plus meurtrières d'Europe occidentale en matière de narcotrafic.

L'Ère des Baby Mafia : Années 2010-2026

À partir du début des années 2010, le narcotrafic marseillais entre dans une phase radicalement nouvelle. Trois phénomènes majeurs s'accroissent simultanément : l'explosion de la cocaïne (les prix baissent, la demande explose dans toute la France et en Europe), le rajeunissement massif des acteurs (les chefs de réseau ont de moins en moins de 35 ans, leurs exécutants de moins de 25 ans, et les tueurs à gages recrutés sont souvent mineurs), l'absence totale de codes d'honneur (contrairement au vieux Milieu, les nouveaux clans n'ont plus de respect pour les anciens, les familles ou les civils. La violence devient ostentatoire, parfois filmée et diffusée sur les réseaux sociaux pour intimider ou glorifier).

Dès 2015-2018, les médias et la police alertent sur ce phénomène : des adolescents en fuite, en rupture scolaire, sont recrutés via Snapchat pour des missions allant de la surveillance à l'assassinat. Le paiement est modeste mais attractif pour des jeunes sans perspectives : quelques centaines à quelques milliers d'euros pour un guet-apens, jusqu'à 10 000-50 000 € pour un meurtre.

C'est dans ce contexte que naît la DZ Mafia (2019 environ), autour de Mehdi Abdelatif Laribi alias « Tic » ou « Rachitique » (d'origine algérienne). Tic, déjà condamné en 2017 à 10 ans pour participation à un triple meurtre en 2011, sort de prison en 2021 et relance un réseau à Bassens. La DZ Mafia se distingue rapidement par une structure décentralisée mais coordonnée : plusieurs équipes semi-autonomes utilisent le label « DZ » (pour « Dzayer », Algérie en arabe) comme une marque de terreur et de légitimité, un recrutement intensif de mineurs via les réseaux sociaux, une violence extrême et médiatisée : exécutions froides, corps brûlés, fusillades en pleine rue, une ambition hégémonique : contrôle de points de deal, mais aussi extorsion de commerçants, de rappeurs, et tentative d'infiltration.

À la même période, d'autres clans se consolident : Yoda (dirigé par Félix Bingui alias « Le Chat », d'origine congolaise/camerounaise) et les Blacks (clan Ahamada, toujours actif malgré les pertes des années 2000-2010).

Le conflit le plus meurtrier de l'histoire récente du narcotrafic marseillais éclate en février 2023 après une altercation dans une boîte de nuit à Phuket : Félix Bingui aurait jeté des glaçons sur la tête de Tic, une humiliation publique qui déclenche une vendetta totale. Bilan 2023 : 49 narchomicides à Marseille (record absolu), environ 70-80 % des homicides imputés à ce conflit, plus de 120 blessés, fusillades indiscriminées, victimes collatérales. Les méthodes sont barbares : exécutions filmées et diffusées, lynchages, doubles/triples assassinats, recrutement massif de mineurs via Snapchat pour des contrats d'assassinat.

En 2024, la guerre s'achève par la victoire de la DZ Mafia : arrestation de Félix Bingui au Maroc (mars 2024), extradition en France (janvier 2025), démantèlements massifs, la DZ prend le contrôle de la majorité des points de deal de Yoda. Mais la paix est de courte durée : dès 2024-2025, un nouveau front s'ouvre avec les Blacks pour le contrôle du 3e arrondissement (cité Félix-Pyat, Moulin-de-Mai). Ce conflit, parfois surnommé « guerre des Comores », est marqué par des actes d'une rare sauvagerie : un adolescent de 15 ans poignardé 50 fois puis brûlé vif, un chauffeur VTC tué par un tueur de 14 ans, etc.

En février 2026, la DZ Mafia contrôle environ 80 % du marché marseillais et s'étend dans d'autres villes. Elle est devenue une « franchise » criminelle : des équipes utilisent le nom DZ pour légitimer leurs actions et intimider. Direction actuelle : un triumvirat discret, avec beaucoup de cadres incarcérés mais toujours influents depuis la prison. Bilan des narchomicides : forte baisse (17 en 2025 contre 49 en 2023), grâce à la répression et à la domination DZ, mais la menace reste « très importante » selon le procureur. La DZ Mafia est aujourd'hui décrite comme le groupe criminel le plus structuré et dangereux du XXIe siècle en France. Elle incarne la « mexicanisation » du narcobanditisme : violence ostentatoire, rajeunissement extrême, absence de codes anciens, et un modèle entrepreneurial qui dépasse largement Marseille.

Influences des Mafias Italiennes à Marseille

La présence des mafias italiennes à Marseille et dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur reste un élément important du paysage criminel, même si elle est devenue largement indirecte et secondaire par rapport aux clans locaux comme la DZ Mafia. Parmi les trois grandes organisations historiques, la 'Ndrangheta calabraise est de loin la plus influente aujourd'hui, tandis que la Camorra napolitaine conserve une présence résiduelle et la Cosa Nostra sicilienne est pratiquement absente du tableau actuel.

La 'Ndrangheta exerce une influence surtout logistique et économique. Elle ne cherche pas à contrôler des territoires dans les quartiers de Marseille, mais à sécuriser les approvisionnements en cocaïne et à blanchir les profits. Depuis plusieurs décennies, la mafia calabraise utilise la région PACA comme base arrière : Nice, Cannes, Vallauris, Menton et Monaco servent de points d'appui pour les réunions, le stockage, l'immobilier et le refuge de fugitifs. Marseille joue un rôle plus discret, lié à son port et à ses connexions logistiques. Les alliances avec la DZ Mafia se sont renforcées depuis 2021-2022, permettant à la 'Ndrangheta de fournir des cargaisons de haute qualité venues d'Amérique latine, souvent en partenariat avec des cartels colombiens ou brésiliens. En échange, les réseaux marseillais assurent la distribution en France et le blanchiment partiel via des circuits immobiliers ou commerciaux. Des opérations judiciaires récentes ont confirmé ces liens : arrestations de membres calabrais ou de leurs associés français, saisies de biens immobiliers et démantèlement de filières d'importation. Cette relation reste toutefois asymétrique : la 'Ndrangheta fournit le produit et la logistique lourde, tandis que la DZ Mafia gère la violence de rue et la main-d'œuvre locale.

La Camorra napolitaine, en comparaison, a une empreinte beaucoup plus faible. Historiquement active dans les années 1980 autour du trafic de cigarettes et de la contrebande via le port, elle n'a jamais réussi à s'implanter durablement à Marseille. Son influence actuelle se limite à du blanchiment d'argent, principalement sur la Côte d'Azur. Des enquêtes conjointes franco-italiennes en 2025 ont permis l'interpellation d'un individu en France et la saisie de plusieurs millions d'euros d'actifs immobiliers soupçonnés d'être liés à des clans napolitains. Ces opérations montrent que la Camorra utilise la région sud pour réinjecter des fonds dans l'économie légale, souvent via des sociétés écrans dans la construction, l'automobile ou l'aluminium, mais elle n'intervient pas directement dans les guerres de points de deal ni dans le recrutement des jeunes.

Quant à la Cosa Nostra sicilienne, son influence est aujourd'hui quasi inexistante. Elle fut pourtant centrale dans les années 1950-1970 à travers la French Connection : les familles siciliennes collaboraient avec les Corses et les Marseillais pour exporter l'héroïne vers les États-Unis. Après la chute de ce réseau et les grands procès anti-mafia en Sicile, la Cosa Nostra a perdu presque toute capacité d'action à l'étranger. Quelques fugitifs siciliens ont été arrêtés en France ces dernières décennies, parfois sur la Côte d'Azur, mais aucun lien opérationnel avec les clans actuels de Marseille n'a été démontré. La DZ Mafia, qui revendique une identité algérienne et un modèle entrepreneurial très moderne, ne semble pas s'inspirer de la Cosa Nostra ni entretenir de relation avec elle.

En synthèse, les mafias italiennes n'exercent plus de domination directe sur le narcotrafic marseillais. La 'Ndrangheta reste le partenaire le plus actif et le plus structuré, en tant que fournisseur et blanchisseur. La Camorra joue un rôle périphérique dans le recyclage financier. La Cosa Nostra appartient au passé. Cette configuration reflète un basculement majeur : le pouvoir est désormais aux mains des clans franco-maghrébins ou franco-comoriens locaux, qui ont intégré les ressources étrangères sans se soumettre à elles.

Autres Influences Internationales et Comparaisons

Au-delà des mafias italiennes, le narcotrafic marseillais intègre plusieurs influences étrangères qui ont contribué à son évolution récente. La Mocro Mafia, organisation maroco-néerlandaise originaire des Pays-Bas et de Belgique, joue un rôle particulièrement important depuis le milieu des années 2010. Cette structure s'est imposée comme l'un des principaux fournisseurs de cocaïne en Europe occidentale grâce à son contrôle partiel des ports d'Anvers et de Rotterdam. À Marseille, son influence est indirecte mais significative :

elle fournit des cargaisons à plusieurs clans locaux, y compris la DZ Mafia, et inspire certaines méthodes. La Mocro Mafia est connue pour sa violence ostentatoire, ses exécutions filmées, son utilisation intensive des réseaux sociaux pour recruter et intimider, et son absence totale de codes traditionnels. Ces traits se retrouvent de manière frappante dans les guerres marseillaises de 2023-2025. Des enquêtes européennes ont montré que des intermédiaires marseillais ont noué des contacts directs avec des figures de la Mocro Mafia pour sécuriser des approvisionnements réguliers, ce qui a accéléré la professionnalisation et l'internationalisation des réseaux locaux.

D'autres influences plus lointaines apparaissent également. La connexion avec des cartels sud-américains reste essentiellement logistique : la cocaïne arrive en Europe via des filières complexes impliquant plusieurs acteurs intermédiaires, dont la 'Ndrangheta et la Mocro Mafia. Marseille n'est pas un point d'entrée principal pour ces cargaisons massives, mais elle bénéficie des flux qui transitent par le nord de l'Europe avant d'être redistribués vers le sud de la France. Cette globalisation du trafic a favorisé l'adoption de techniques modernes : cryptage des communications, utilisation de drones pour la surveillance, go-fast sur autoroute, et surtout une logique purement économique où la loyauté personnelle cède la place au profit immédiat.

En comparaison avec l'Italie, le modèle marseillais se distingue nettement. À Naples, les baby gangs de la Camorra sont apparus dès le milieu des années 2010, souvent composés d'adolescents imitant les parrains traditionnels dans des quartiers entiers contrôlés par des clans familiaux. Ces jeunes reproduisent une forme de hiérarchie mafieuse, avec des codes, des rituels et un respect relatif des anciens. À Marseille, en revanche, la rupture est plus radicale : les jeunes recrutés ne cherchent pas à imiter un modèle ancien, ils créent le leur. La DZ Mafia fonctionne comme une franchise décentralisée, sans véritable structure pyramidale clanique. Les chefs actuels sont souvent en prison mais continuent de diriger via des messageries cryptées, et les exécutants les plus jeunes agissent avec une autonomie relative, motivés par l'argent rapide plutôt que par une loyauté à long terme. Cette absence de codes explique la violence plus indiscriminée et la fréquence des victimes collatérales.

Le parallèle avec la Mocro Mafia est plus pertinent. Comme elle, les clans marseillais contemporains privilégient la terreur médiatisée, le recrutement digital et la guerre totale pour un territoire ou un point de deal. Cette convergence n'est pas fortuite : elle reflète l'évolution globale du narcocapitalisme européen, où la cocaïne est devenue la drogue reine et où les anciennes mafias traditionnelles sont dépassées par des structures plus flexibles, plus violentes et moins ancrées dans des territoires historiques.

Enfin, il faut souligner que le phénomène reste profondément local. La DZ Mafia, malgré ses alliances internationales, reste une création marseillaise, portée par des jeunes de quartiers nord majoritairement d'origine maghrébine ou comorienne. Elle ne dépend pas d'une organisation étrangère pour exister ou pour recruter. C'est cette autonomie qui la rend à la fois plus difficile à démanteler et plus dangereuse à moyen terme, car elle peut s'adapter rapidement et s'étendre hors de Marseille sans perdre son identité.

Conclusion : État Actuel et Perspectives

En février 2026, le narcobanditisme marseillais est à la fois plus puissant et plus fragile qu'il ne l'a jamais été. La DZ Mafia domine la ville, contrôlant environ quatre-vingts pour cent des points de deal et étendant son modèle de « franchise » criminelle à une dizaine d'autres agglomérations françaises. Elle génère des revenus estimés à plusieurs milliards

d'euros par an sur le territoire national, grâce à une organisation décentralisée, un recrutement intensif via les réseaux sociaux et une violence qui ne connaît presque plus de limites. Les guerres les plus sanglantes – DZ contre Yoda en 2023, puis contre les Blacks depuis 2024 – ont fait des dizaines de morts, souvent des adolescents, et ont marqué les esprits par leur cruauté : exécutions filmées, corps brûlés, mineurs utilisés comme tueurs à gages pour quelques milliers d'euros. Pourtant, la répression judiciaire et policière a porté des coups sévères : arrestations massives, saisies d'armes et d'argent, démantèlements de cellules entières, et un nombre de narchomicides en nette baisse depuis le pic de 2023.

Cette baisse ne signifie pas la fin du phénomène. La DZ Mafia reste active depuis les prisons, ses cadres incarcérés continuant de coordonner les opérations via des messageries cryptées. De nouveaux conflits larvés émergent dès qu'un clan s'affaiblit. Le vide laissé par la chute d'un groupe est immédiatement comblé par un autre, souvent plus jeune, plus audacieux et moins attaché aux anciennes règles. Marseille reste l'épicentre, mais le modèle s'exporte : Nîmes, Montpellier, Lyon, Toulouse et même certaines villes du nord voient apparaître des équipes qui revendiquent le label DZ ou qui s'en inspirent directement.

Ce qui frappe dans cette évolution, c'est la rupture complète avec le passé. Les Apaches et les nervis étaient des bandes de rue violentes mais encore artisanales, sans véritable projet économique à long terme. Le Milieu des années 1950-1970 avait des codes, des alliances politiques et une certaine discrétion. Les beaux voyous des années 1980 cherchaient encore à s'émanciper sans rompre totalement avec les anciens. Aujourd'hui, les baby mafia fonctionnent comme des entreprises du crime : flexibles, numériques, sans loyauté durable, guidées par le profit immédiat et la terreur ostentatoire. Cette « mexicanisation » du narcotrafic français n'est pas une importation directe, mais une adaptation locale à un marché mondialisé où la cocaïne est devenue la marchandise reine.

Les influences étrangères ont joué un rôle d'accélérateur plus que de modèle dominant. La 'Ndrangheta fournit la cocaïne et blanchit une partie des fonds, la Mocro Mafia inspire les méthodes de violence médiatisée, les cartels sud-américains alimentent les filières lointaines. Pourtant, aucun de ces acteurs ne dirige les opérations marseillaises. Le pouvoir est resté aux mains de jeunes issus des quartiers nord, majoritairement d'origine maghrébine ou comorienne, qui ont créé leur propre système sans se soumettre à une organisation extérieure.

Force est de constater que la police et la justice, souvent jugées laxistes, sont complètement dépassées. Nos lois démocratiques, inadaptées à l'ampleur et à la brutalité du narcotrafic actuel, ne permettent plus de répondre efficacement à cette menace. Tant qu'une modification profonde de la législation relative au narcotrafic et à la responsabilité pénale des mineurs, autorisant des peines beaucoup plus sévères, ne sera pas mise en application, la France risque de devenir un narco-État comparable à ce que l'on observe au Mexique. Les récentes affaires de corruption impliquant des greffiers, des magistrats et des élus, à l'image du cas de Jamilah Habsaoui, sont révélatrices de l'ampleur de ce phénomène et de l'infiltration progressive du système par les réseaux criminels.

Le système de répression extrêmement ferme instauré par Nayib Bukele au Salvador contre les narcotrafiquants est régulièrement voué aux gémonies par une partie de nos élites politiques, coupées du réel, arc-boutées sur une morale abstraite et incapables d'assumer les conséquences concrètes de leur laxisme.

Pourtant, les faits sont têtus : cette politique a fait reculer la criminalité là où des décennies de discours creux, de demi-mesures et d'angélisme ont échoué.

Français et Européens feraient bien d'ouvrir les yeux et de s'en inspirer, s'ils ne veulent pas continuer à regarder leurs territoires se transformer en zones de non-droit abandonnées aux mafias.

Un siècle après les Apaches et les nervis, la mécanique demeure identique : une jeunesse sacrifiée, enrôlée comme chair à canon par le crime organisé, pendant que l'État hésite, tergiverse et renonce.

Sans rupture législative franche, sans autorité assumée et sans sursaut collectif, la question ne sera pas seulement laissée sans réponse : elle continuera d'alimenter le chaos que nos dirigeants feignent de combattre.